

17-06-1997

COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 22 mai 1997

---

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président  
madame SOUGNE et messieurs LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs  
monsieur CARETTE, membre suppléant

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président  
messieurs BOES, MEEUS et VAN BUYTEN,  
membres effectifs

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration  
monsieur PROOT, secrétaire d'administration

---

29.130/I/PN  
JJP/RV

Par lettre du 16 avril 1997, monsieur Karel Pinxten, ministre des Classes Moyennes et de l'Agriculture a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), les grades des membres du personnel du Secrétariat du Conseil supérieur des Classes Moyennes (C.S.C.M.) qui constituent un même degré de la hiérarchie, et au sujet d'un arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'organisme précité.

Les organisations syndicales reconnues au C.S.C.M. ont été consultées conformément à l'article 54, alinéa 2, des L.L.C.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces propositions en sa séance du 22 mai 1997 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

\*

\*

\*

## I. Le projet de degrés de la hiérarchie.

Le projet fixe les degrés de la hiérarchie de la manière suivante:

<u>Degré</u>	<u>Grades</u>
1	secrétaire général et secrétaire général adjoint
2	conseiller
3	conseiller adjoint
4	traducteur principal et traducteur comptable principal et comptable
5	secrétaire de direction principal et secrétaire chef administratif et assistant administratif
6	commis

La répartition des degrés s'effectue, en règle générale, en conformité avec le statut des agents de l'Etat (phase 2) et l'article 1er de l'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994 comme modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1996.

Le projet ne contient aucun article spécifiant qu'en ce qui concerne l'application des L.L.C., la carrière plane et le fonctionnaire titulaire d'un des grades de cette carrière, sont classés aux grade inférieur de la carrière.

Le degré 4 comprenant encore des carrières planes, il y a lieu de prévoir une disposition de l'espèce.

Pour le reste, le S.A. propose d'approuver le projet d'arrêté royal.

## II. Le projet de cadres linguistiques.

Le ministre propose de répartir les 14 emplois comme suit (article 1er):

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois	cadre N	cadre F
1	2	1	1
2	2	1	1
Total 1 & 2	4	2	2
3	2	1	1
4	3*	2	2
5	3*	1	1
6	2	1	1
Total 3 à 6	10	5	5

\* 1 emploi sera réservé au cadre néerlandais ou français selon les nécessités.

Total degrés 3 à 6: 5N/5F = 50%N - 50%F.

Les 2 emplois en extinction sont répartis comme suit (article 1er):

Degré	N	F
3	1	1

a) Quant aux emplois de direction.

Il y a parité aux deux premiers degrés et vu le nombre limité d'emplois à ces degrés, il n'y a pas lieu de créer de cadre bilingue. La répartition est conforme à l'article 43 des L.L.C.

b) Quant aux degrés 3 à 6 inclus.

En ce qui concerne les chiffres relatifs au volume de travail, le ministre, dans sa motivation, renvoie aux chiffres tels qu'examinés par la C.P.C.L. pour les cadres linguistiques existants (avis C.P.C.L. 28.165 du 5 décembre 1996). Le ministre confirme donc la répartition 50%N - 50%F du volume de travail.

La C.P.C.L. approuve cette répartition en tenant compte du fait que la situation n'a subi aucune modification depuis son récent avis 28.165, et en renvoyant à la motivation de ce dernier avis, laquelle était la suivante:

"Le ministre fournit des renseignements sur les tâches et les missions du C.S.C.M. et se réfère aux articles 15 et 22bis des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 décrivant les missions du C.S.C.M.

L'article 15 de l'arrêté royal précité dispose ce qui suit: 'Le C.S.C.M. a pour mission d'étudier et de proposer toutes mesures utiles au développement professionnel, économique, social et moral de l'artisanat, du petit et moyen commerce et de la petite et moyenne industrie, ainsi que des professions libérales et des autres professions intellectuelles indépendantes.

Il adresse ses avis et propositions au ministre intéressé ainsi qu'au ministre des Classes moyennes, et dans les matières de leur ressort, aux conseils nationaux compétents en matière économique ou social, soit d'initiative, soit à leur demande.

Ces avis ou propositions sont présentés sous forme de rapport exprimant les différents points de vue exposés en son sein.'

L'article 22bis concerne la commission COMFORM, une commission consultative constituée près le C.S.C.M. et ayant pour mission d'étudier la simplification des formalités administratives imposées aux indépendants et aux petites et moyennes entreprises et de formuler à leur sujet des avis destinés aux autorités compétentes.

De la simple référence au fait que le C.S.C.M. est un organe fédéral travaillant systématiquement dans les deux langues, il ne peut être déduit suffisamment qu'une répartition 50/50 est indiquée.

Toutefois, il ressort des renseignements fournis par le ministre concernant les tâches et les missions du service, notamment des articles 15 et 22bis de l'arrêté royal précité du 28 mai 1979, que les activités du C.S.C.M. sont purement d'étude et de conception, activités pour lesquelles la C.P.C.L. accepte une répartition 50/50."

Pour l'ensemble des degrés 4 et 5, un emploi est réservé: au gré des nécessités, il sera conféré au cadre linguistique N ou F. Cela est contraire à l'article 43, § 3, des L.L.C. selon lequel le Roi détermine le nombre des emplois à attribuer au cadre F et au cadre N.

Or, la réservation d'emplois au gré des nécessités a pour effet que le nombre des emplois attribués à chaque cadre n'est pas déterminé par le Roi dans l'arrêté royal ad hoc, puisque l'emploi est attribué à un cadre donné au moment de la nomination d'un agent dans l'emploi en cause.

### Conclusion

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition globale des emplois, mais négatif quant à la répartition aux degrés 4 et 5, eu égard à la réservation d'un emploi à ces degrés. Le ministre répartira donc les emplois, par exemple, de la manière suivante:

Degré	Total	N	F	Degré	Total	N	F
4	3	2	1	4	3	1	2
5	3	1	2	5	3	2	1

Le présent avis est notifié à monsieur Karel Pinxten, ministre de l'Agriculture et des P.M.E. lequel est invité, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C. à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique, la suite qui lui sera réservée.

Fait à Bruxelles, le 22 mai 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J. PROOT

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS